



En direct de l'UFR Santé Action Sociale



Site Internet : www.sante.cgt.fr - Courriel : ufr@sante.cgt.fr

N° 54 - Janvier 2025



Patrice BOERO,
CE UFR CGT
Santé Action Sociale

Après la motion de censure, les pensions en hausse de 2,2 %

Le ministre de l'Économie a été contraint d'annoncer la revalorisation des pensions de retraite de 2,2 % au premier janvier 2025. C'est une première bataille gagnée pour les retraité-es, alors que le gouvernement avait prévu une revalorisation pour moitié en deux temps et pas pour tous les retraité-es. Ce n'est malgré tout pas suffisant pour garantir le niveau des pensions, surtout pour les petites retraites, qui subissent de plein fouet l'augmentation des frais de santé, nourriture, énergie...

Alors que le pays se trouve dans un contexte inédit, la CGT exige de François Bayrou, nouveau locataire de Matignon de mettre fin à l'austérité budgétaire et revendique la tenue d'une conférence sociale sur les questions d'emploi et d'industrie.

Les forces syndicales, et tout particulièrement la CGT, ont l'immense responsabilité de mettre en place des luttes de grande ampleur pour imposer au nouveau gouvernement les revendications du monde du travail, une grande offensive face aux mesures d'austérité. Le cahier revendicatif est simple, cinq mesures d'urgence se détachent : abroger la réforme des retraites, augmenter les salaires et pensions de retraite, garantir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, augmenter les effectifs dans les services publics : santé, éducation, sécurité, justice, transport, social... Et la mise en place d'un plan d'urgence concernant l'emploi et le développement de l'industrie et de l'environnement. Nous avons devant nous une période d'incertitude qui peut être aussi une opportunité, on sait bien que la fatalité renforce le lit de l'extrême droite, et là, la CGT a des responsabilités pour contrer cela, elle doit proposer des alternatives et des perspectives. C'est ce qu'elle fait en appelant à la mobilisation de chaque travailleuse et travailleur à rejoindre la lutte.

D'ores et déjà, le comité général de l'UCR, réuni le 9 et 10 décembre 2024, appelle l'ensemble des retraité-es à une grande journée de mobilisation dans la deuxième quinzaine du mois de mars et de faire de l'année 2025, l'année de la reconquête de la Sécurité sociale et du droit à la santé.

Dans ce terrible constat, nous devons exprimer toute notre solidarité et tout notre soutien aux Mahorais-es durement frappé-es dans leur chair. La France, qui a laissé Mayotte s'enfoncer dans la misère, négligé les infrastructures et préféré pourchasser les clandestins plutôt que leur offrir des conditions de logement dignes, doit maintenant apporter toute l'aide nécessaire à une population désespérée et meurtrie... La CGT sera là aux côtés des Mahorais pour rappeler à l'État son devoir.

C'est dans ces circonstances peu agréables, mais plein d'opportunité grâce à la lutte, que l'ensemble des élus-es de l'UFR vous souhaite une très bonne année 2025, pleine de réussites, de revendications, de paix et de luttes.



Sommaire

▪ Compte-rendu CE UFR du 5 et 6 décembre 2024	p.2-3
▪ Journée de mobilisation des retraité-es mars 2025	p. 3
▪ Appel du Comité Général de l'UFR 10 décembre 2024	p. 4
▪ Salarié-es en activité et retraité-es, on ne touche pas aux 10% !	p.5
▪ RAFP : 4% d'augmentation pour 2025	p.6
▪ Recensement de la population	p.7
▪ Mazan, le procès du courage...	p.8
▪ Les personnels de santé palestiniens...	p.9



COMPTE-RENDU DE LA CE DE L'UFR DES 5 ET 6 DÉCEMBRE 2024

Présent-es : Patrice BOERO, Sylvie BRUNOL, Philippe CRÉPEL, Viviane DEBARGES, Jean-Luc DOUGUET, Bernard FRIGOUT, Françoise GENG, Dominique GUISTI, Evelyne BAJARD, Bruno LECHAFTOIS, Roger LE GUENIC, Madeleine LEMAIRE, Denis Le ROCHELEC, Pascale LETOMBE, William MAURY, Hélène MICHAULT, Christine POURRE, Michaëlle RIGODON, Marie-Claude ROAUX, Marceline SEVERAC, Danielle VIGNAL.

Excusé-es : Gérard BONNEAU, Edwige SALÉ

➔ **Rapport d'actualité**

Jean-Luc DOUGUET constate qu'il est difficile de faire un rapport d'actualité au vu de la situation exceptionnelle : un gouvernement qui ne vise qu'à réduire le déficit abyssal de la France avec toute une série de mesures visant à restreindre encore plus la situation des salarié-es, des retraité-es.

La guerre aux portes de l'Europe en UKRAINE avec l'autorisation des USA d'utiliser des missiles pour viser des cibles militaires russes fait craindre une aggravation de ce conflit. La situation du peuple palestinien face à la violence destructrice d'ISRAËL est insoutenable.

L'élection de TRUMP aux États-Unis ne peut que présager des atteintes encore accentuées sur les droits des femmes, l'immigration, le versant écologique et aussi sa politique extérieure qui n'augure rien de bien.

Le débat sur la censure est une bonne chose, mais que seront demain les plans sociaux, alors que les dividendes des grosses entreprises ne font que progresser (DÉCATHLON, MICHELIN, PEUGEOT...) ? La campagne pour les élections TPE motive peu de nos camarades pour aller à la rencontre des salariés des très petites entreprises. La question est posée sur un tract fédéral pétition sur les 3 jours de carence qui sera discuté au CNF par l'UFR à la destination de la population..

➔ **Suivi de la lettre envoyée au Bureau fédéral concernant l'annulation de la rencontre des CE des UF et CEF du 22 novembre**

Élaborée pendant la CE de l'UFR de novembre, le bureau fédéral n'a pas diffusé semble-t-il la lettre à la CEF : pas de réponses, il faut poursuivre.

Point positif sur la Paix pour amener une dynamique dans le projet, il semblerait que les retraité-es soient très peu entendu-es.

Bruno a signifié le mécontentement de l'UFR lors de la commission du document d'orientation du congrès fédéral par rapport à l'annulation du 22 novembre alors que la place des unions fédérales a été abordée. Notre CE a porté la nécessité que les UF soient invitées au bureau fédéral afin de travailler collectivement et non en tension. La CE acte l'importance d'avoir un débat sur la paix

lors du congrès fédéral, elle rappelle aussi l'importance d'avoir un stand au congrès et demande l'invitation de 3 mandaté-es de notre UFR comme au CNF, Philippe CRÉPEL réitérera notre demande.

➔ **CNRACL**

Point fait par Michèle CARBONNIER : peu de changement au vu de l'actualité, le CA travaille et c'est très difficile d'organiser une journée de mobilisation le 11 décembre devant la Caisse des dépôts à Bordeaux. Elle a été programmée par la CGT, mais l'appel n'a pas été encore relayé aux structures, c'est difficile de s'organiser dans l'urgence pour aller à Bordeaux manifester.

Réunion du 31 octobre CNRACL avec les directions des 2 fédérations, Services publics et Santé Action sociale, dont les 2 Secrétaires générales et les élu-es CGT au CA de la CNRACL. Les collectifs retraite de notre fédération n'ont pas été invités. La note d'analyse CNRACL a été diffusée par la fédération aux syndicats, un web binaire se tiendra en janvier (on ne connaît pas la date à ce jour).

➔ **Préparation CNF**

Gérard BONNEAU, Josiane DELBOS et Pascale LETOMBE sont mandaté-es par l'UFR au prochain CNF : elles et ils interviendront sur les décisions de la CE : pétition, demande d'envoi de documents papiers pour le congrès fédéral. La CE s'interroge sur la procédure du vote de confiance à Barbara pour sa candidature au secrétariat fédéral : point à éclaircir, nous supposons que ce sera un vote des USD par mandats ?

➔ **Comité général de l'UCR**

1^{er} jour près-midi : actualités

2^{ème} jour matin : activité revendicative, il faudrait que la péréquation soit discutée dans le revendicatif.

après-midi : activité syndicale

➔ **Préparation Congrès fédéral de Dunkerque**

➤ **Commission document d'orientation du congrès fédéral.**

Bruno fait le point, car le collectif de préparation se réunira le 6 janvier.

➤ **Bilan de l'activité de l'UFR demandé par la direction fédérale pour le congrès fédéral.**

Présentation de Pascale (voir bilan fait par Philippe dans la convocation). Dominique fait le bilan de notre activité, nous sommes au milieu de notre mandat, nous avons fait des formations dans les territoires et aussi aux membres de la CE. Mais toutes nos résolutions ne sont pas abouties en envisageant la préparation de notre prochain congrès UFR.

Plusieurs CE décentralisées Toulouse, Cap d'Agde, Avignon, Lyon, à noter la participation de membres de la CE aux congrès de notre Fédération et des Unions Fédérales, l'implication dans les départements, UL, syndicats..., nous avons invité des intervenants sur différents thèmes (CGOS, produits sanguins, EHPAD, INDECOSA), journée d'études CNRACL, participation à tous les CNF, ainsi que les réunions de l'UCR. Débat au sujet du questionnaire envoyé par la direction fédérale, celui-ci fera un compte-rendu à la prochaine CE de janvier, réponse avant le 16 décembre.

- **Commission mandat et votes** : combien de mandats pour les retraité-es ?
- **Commission candidature** : le prérequis de la formation ex-niveau 1 pour les futur-es candidat-es à la CE fédérale et il est important de faire des formations pour les membres de la CE afin de

pouvoir appréhender les différents fonctionnements de la fédération : rôle des élus, charte des élu-es et mandaté-es ?

- **Commission communication** : préparation du contenu des mallettes, animations et expositions autour du congrès, besoin de faire le cahier de la ou du délégué-e à voir avec la vie syndicale. Le logo du congrès est l'ancien voilier-école « Duchesse Anne » appartenant à la ville de DUNKERQUE.

➔ **Prochaine CE du 6 et 7 janvier à Montreuil**

Présidence : Jean-Luc DOUGUET ;
Rapport d'actualité : Danielle VIGNAL ;
Compte-rendu : Bernard FRIGOUT

BONNES FÊTES À TOUTES ET TOUS

Journée de mobilisation des retraité-es seconde quinzaine de mars 2025

Depuis des mois, les retraité-es mènent des actions sous des formes diverses. Ces mobilisations ont permis des avancées, certes insuffisantes, qui nous encouragent à poursuivre.

Malheureusement, nous devons constater que les différents gouvernements s'acharnent à détruire ce que nous avons conquis et défendu tout au long de nos vies militantes et citoyennes : démantèlement de la Sécurité sociale, des services publics, de l'industrie, la marchandisation du système de santé.

Il est pourtant possible d'agir autrement : conquérir et reconquérir une Sécurité sociale intégrale financée exclusivement par les cotisations sociales, bâtir un système de santé performant et public, renforcer des services publics adaptés aux besoins de toutes et tous, et garantir un niveau de pensions et de retraites permettant à chacun-e de vivre dignement cette étape de la vie.

C'est pourquoi une grande journée de mobilisation des retraité-es est appelée par l'Union confédérale des retraité-es (UCR) lors de la seconde quinzaine de mars.

Cette journée sera organisée au niveau régional afin de rappeler nos revendications :

- *La retraite à 60 ans et prendre en compte la pénibilité des métiers.*
- *La revalorisation des pensions, indexée sur l'échelle mobile des salaires avec le retour de la péréquation (supprimée en 2003 pour les fonctionnaires).*
- *La mise en place de la Sécurité sociale intégrale à 100 %.*



*Des camarades de la CE UFR à la manifestation
Fonction publique du 5 décembre 2024*

- *Le droit à la Santé et à l'accès aux soins partout en France.*
- *La défense des Services publics.*
- *L'égalité femmes/hommes, et pas que sur les salaires (qui impactent le niveau de retraite des femmes).*

Partout où ne le pouvons, nous devons impulser cette journée d'action régionale. Interpellons nos UL, UD et comité régional pour construire cette journée.

Même à la retraite, on ne lâche rien !!!

*Pascale LETOMBE,
Bureau UFR Santé Action sociale CGT*



APPEL DU COMITÉ GÉNÉRAL **DE L'UCR-CGT**

Depuis des mois, les retraité-es mènent des actions sous des formes diverses. Ces mobilisations ont permis des avancées, certes insuffisantes, qui nous encouragent à poursuivre.

Malheureusement, nous devons constater que les différents gouvernements s'acharnent à détruire ce que nous avons conquis et défendu tout au long de nos vies militantes et citoyennes : démantèlement de la Sécurité sociale, des services publics, de l'industrie, la marchandisation du système de santé, la spirale de la privatisation et de spéculation engagée par les différents gouvernements entraîne une flambée des prix non maîtrisée.

Ces éléments provoquent aujourd'hui un accroissement de la pauvreté, notamment chez les femmes, avec pour conséquence une baisse des niveaux de vie, laissant une partie croissante de la population dans l'anxiété du lendemain, la peur de la maladie et celle de la solitude. Il est pourtant possible d'agir autrement : conquérir et reconquérir une Sécurité sociale intégrale financée exclusivement par les cotisations sociales, bâtir un système de santé performant et public, renforcer des services publics adaptés aux besoins de toutes et tous, et garantir un niveau de pensions et de retraites permettant à chacun-e de vivre dignement cette étape de la vie.

Nous ne renoncerons pas à nos revendications et restons déterminé-es à les faire aboutir. La responsabilité du gouvernement et du patronat dans la situation actuelle est totale. En tant que retraité-es, nous sommes conscient-es que l'avenir de l'industrie, d'une agriculture respectueuse de l'environnement, des services publics de proximité constituent des enjeux cruciaux pour le bien-être et le bien-vivre à toutes les étapes de la vie. Nous nous engageons aux côtés des actives et actifs dans toutes les actions décidées en faveur de la justice sociale et environnementale.

Face à la volonté de diviser jeunes et retraité-es, salarié-es et retraité-es, ou même les retraité-es entre elles et eux, nous réaffirmons notre volonté de rassembler et de travailler ensemble pour un véritable changement de société. Nous mènerons les luttes nécessaires pour la paix dans le monde, contre les ventes d'armes et l'augmentation des budgets militaires, l'égalité entre toutes et tous, la reconnaissance du travail et, par conséquent, de la retraite.

C'est pourquoi le Comité général, réuni les 9 et 10 décembre 2024, appelle l'ensemble des retraité-es à une grande journée de mobilisation nationale dans la deuxième quinzaine de mars et à faire de l'année 2025 l'année de la reconquête de la Sécurité sociale et du droit à la Santé.

Montreuil, le 10 décembre 2024

SALARIÉ·ES EN ACTIVITÉ ET RETRAITÉ·ES, ON NE TOUCHE PAS AUX 10 % !

L'abattement fiscal de 10 % pour les salarié·es est un abattement forfaitaire calculé sur la base des revenus salariaux déclarés. Il a été instauré pour prendre en compte les dépenses les plus courantes (frais de déplacement, tenue vestimentaire...) liées à l'exercice de l'activité professionnelle salariée. À la différence d'autres professions, la ou le salarié·e ne peut en effet déduire fiscalement à l'euro près, les frais qu'elle ou il engage pour exercer sa profession, ce qu'on appelle les frais professionnels sur justificatifs, d'où en contrepartie un abattement forfaitaire de 10 %.

Par extension, l'abattement de 10 % est également accordé aux retraité·es mais à la différence des salarié·es en activité, cet abattement est plafonné. Le plafond est actuellement (en 2024) fixé à 4 321 euros maximum par an. Il reste à ce stade le même en 2025 faute d'indexation du barème fiscal.

Aujourd'hui des bruits circulent laissant entendre que cet abattement serait supprimé pour les retraité·es. Ce serait un très mauvais signal envoyé par un gouvernement qui se dit attentif à la question sociale. D'une part, les retraité·es dans leur grande majorité ne perçoivent pas des retraites d'un montant mirobolant. De l'autre, il ne faut pas oublier que les retraité·es sont des salarié·es qui n'exercent plus un emploi contraint, mais qui peuvent avoir de multiples activités très utiles à toute la société. Supprimer l'abattement de 10 % pour les retraité·es pourrait par ailleurs être la voie ouverte à une disparition pure et simple de cet abattement pour l'ensemble des

salarié·es. Ce n'est d'ailleurs pas vraiment un scoop tant, cette idée tourne depuis un certain nombre d'années¹.

Enfin au-delà de cette question de la prise en compte des frais professionnels, comment ne pas souligner les avantages exorbitants dont bénéficient la plupart des revenus non-salariaux, comme les revenus du capital ou de la fortune dont certains ne supportent tout simplement aucun prélèvement fiscal ou bénéficient comme avec le PFU² d'un taux d'imposition défiant toute concurrence. Supprimer l'abattement de 10 % pour les retraité·es aggraverait fortement une injustice fiscale déjà beaucoup trop flagrante.

C'est pourquoi nous disons non à un tel projet et nous nous déclarons prêt·es à engager les actions nécessaires pour faire respecter un de nos droits les plus élémentaires.

Jean-Marc DURAND,
retraité, Fédération FINANCES

¹ On se rappellera qu'un autre abattement de 20% celui-là, appliqué après la déduction des 10% n'apparaît plus explicitement dans le calcul de la base imposable à l'impôt sur le revenu depuis 1995. Il a été intégré au calcul de l'impôt dû de façon automatique, chemin qu'on a du mal à repérer lorsqu'on prend le temps de refaire le calcul de son impôt.

² PFU : Le prélèvement forfaitaire unique (PFU) est un impôt qui s'applique aux revenus de l'épargne et du capital hors immobilier. Son objectif est d'alléger la fiscalité de l'épargne. Le taux global du PFU est de 30 %, incluant 12,8 % au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2 % au titre des prélèvements sociaux. C'est un taux forfaitaire ne prenant pas en compte la tranche d'imposition ni le revenu fiscal de référence.



POUR DÉFENDRE MES REVENDICATIONS
Ma retraite • Ma santé • Mes besoins quotidiens

J'adhère à la CGT

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

E-mail : Tél. :

Branche professionnelle d'origine :

Bulletin à remettre à un·e militant·e de la CGT



Communiqué des administrateurs CGT

R.A.F.P. (Retraite additionnelle de la Fonction Publique)

4% d'augmentation pour 2025

Voilà plutôt une bonne nouvelle, puisque la valeur de service du point RAFP (celui qui sert au calcul de votre retraite additionnelle en fonction du nombre de points que vous avez acquis) augmentera de 4% au 1^{er} janvier 2025.

Cela fait 2% de plus que l'inflation, selon son calcul inscrit dans le P.L.F. 2025 (Projet de Loi de Finances), même si celui n'a pu être voté à la suite de la censure gouvernementale. Déjà début 2024, dans le cadre de la négociation pour l'augmentation de la valeur de service appliquée avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024, il fut décidé d'une augmentation de 2% au-delà de l'inflation 2023, soit 6,8% pour 2024. La majoration s'applique tant au versement en capital qu'en rente.

Explications techniques :

Lors des discussions de 2022, puis de 2023 entre les administrateurs syndicaux, les administrateurs employeurs et les personnalités qualifiées (désignées par les pouvoirs publics), la faiblesse du taux de rendement interne de la retraite additionnelle avait été soulignée (T.R.I. correspondant au total des cotisations versées par rapport au total des prestations servies).

Cette critique avait aussi été formulée par le Conseil d'Orientation des Retraites dans son rapport 2022 (C.O.R.).

L'augmentation de 2% supplémentaire ne fut pas appliquée à la valeur d'acquisition du point RAFP, simplement ajustée de l'inflation. Cette décorrélation a mécaniquement réactualisé le T.R.I. de 3,74% à 3.81%. Le même principe d'une augmentation de 2 % au-dessus de l'inflation 2024 fut aussi pré-programmé pour 2025 sur la valeur de service, sous réserve que la conjoncture le permette.

Ceci devait à nouveau rendre plus favorable le taux de rendement du R.A.F.P. à 3,89%.

L'année 2024 fut malheureusement ponctuée de graves événements économiques et politiques, tant au niveau de la politique nationale qu'internationale, de catastrophes climatiques, et d'un nombre grandissant de conflits ...

Malgré cela, les bons résultats comptables de l'Etablissement, notamment consolidés par des modifications plus favorables aux affilié.es de paramètres techniques (espérance de vie, frais de gestion de l'établissement, taux de prudence appliqué sur la volatilité des marchés, etc.), ont permis aux administrateurs de maintenir l'objectif et de confirmer la majoration supplémentaire pour 2025.

Ce sera donc 4% pour cette année avec une volonté affichée des administrateurs de continuer sur cette trajectoire.

Même si les montants de rente restent modiques, l'unanimité syndicale acquise en réunion préparatoire, la C.G.T. étant la 1^{ère} force, permet de défendre les intérêts des affilié.es actif.ves et retraité.es.

Les administrateurs C.G.T., Didier Louvet et Thérèse Rivière.

Montreuil, le 18 décembre 2024

RECENSEMENT DE LA POPULATION

Demander de déclarer le pays de naissance de nos parents est dangereux, inutile, inacceptable. Ne répondons pas à cette question qui n'est pas obligatoire !

La LDH, la CGT, Solidaires, le MRAP, la FSU appellent les personnes recensées à ne pas répondre à la question facultative sur le pays de naissance de leurs parents nés à l'étranger.

Communiqué unitaire : <https://www.cgt.fr/actualites/france/discriminations/tribune-et-petition-recensement-de-la-population-insee>

UNE QUESTION DANGEREUSE !

➡ **Parce que c'est offrir une base pour des politiques qui divisent et discriminent.**

Le premier rôle du recensement est d'établir les chiffres de la population des collectivités territoriales et de compter sur tout le territoire les groupes qui sont importants pour les politiques publiques. La question sur le pays de naissance des parents fera qu'on va compter séparément, d'une part, les personnes dont les parents sont nés en France et, d'autre part, ceux dont les parents sont nés ailleurs. Cette question est un pas pour traiter différemment dans les politiques publiques ceux que certains appellent les « Français de souche » et tous les autres qu'ils excluent de leur « préférence nationale », comme ceux qu'ils qualifient de « Français de papier », qui « remplaceraient » les premiers. Quoi qu'on soit à présent, devrions-nous être rattachés au passé familial avec ce critère, éternellement ?

Récemment, une mairie d'extrême-droite a demandé à l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) de lui fournir le nombre de personnes d'origine étrangère bénéficiant de son parc de logement (incluant donc les personnes dont les parents sont d'origine étrangère). Le recensement ne collecte pas encore l'information, mais demain, si elle existait, est-ce qu'on la lui donnerait ? Pendant la campagne des dernières législatives, le Président du Rassemblement national (RN) a affirmé qu'aucune personne ayant une origine immigrée ne serait maltraitée par son parti... à condition de travailler et de ne pas enfreindre la loi. Il faisait donc comprendre qu'il traiterait différemment les personnes selon l'origine des parents. Pour sa part, l'actuel ministre de l'Intérieur a fait des déclarations indiquant qu'il veut aussi aller vers des traitements différents.

L'information sur le pays de naissance des parents, collectée auprès d'une part considérable de la population, doit être vue dans ce contexte.

➡ **Parce que c'est ouvrir la voie à l'ajout du lieu de naissance de nos parents dans les fichiers administratifs.**

Les catégories qu'utilise le recensement s'imposent ensuite dans tous les fichiers, tous les raisonnements.

Les informations collectées par le recensement, dont le lieu de naissance de nos parents, pourront être croisées avec de nombreux fichiers administratifs : ceux de l'Éducation nationale, de la Justice, de France-Travail, de la Sécurité sociale, etc. Les outils techniques existent pour le faire et la loi le permet pour les services statistiques des ministères. Cette information sera intégrée dans les analyses des politiques publiques de leur ministère. Nous ne voulons pas que l'origine géographique de nos parents devienne une donnée de référence pour les politiques qui nous concernent. L'égalité des droits, ce doit être pour toutes et tous.

➡ **Parce qu'il y a un risque de non-confidentialité des questionnaires remplis sur papier.**

Si beaucoup de personnes répondent directement sur l'internet, un grand nombre (notamment d'origine étrangère) continue à répondre sur des questionnaires qui transitent par des mairies avant d'être transmis à l'Insee. Peut-on garantir de façon certaine que certains ne seront pas tentés de prendre connaissance en cours de route des informations sur nos origines ?

UNE QUESTION QUI N'EST PAS UTILE POUR MIEUX COMBATTRE LES DISCRIMINATIONS !

➡ **Parce que personne, même parmi ceux qui ont demandé que cette question soit posée, n'a dit pour quelles politiques, ce serait nécessaire.**

Qu'est-ce que ces comptages du lieu de naissance des parents permettraient de mieux faire, qu'on ne peut pas faire avec les statistiques déjà produites ? Rien n'est dit dans les documents déposés auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés. Aucune institution ayant demandé cette évolution n'a expliqué pourquoi le recensement collectera ainsi une information permettant de mieux combattre les discriminations. Quelles politiques publiques de lutte contre les discriminations réclament la collecte de cette information auprès de toute la population, dans tous les territoires ? La question reste sans réponse.

Les risques sont connus, les bénéfices attendus ne le sont pas.

➡ **Parce qu'il y a des méthodes plus pertinentes et mieux adaptées pour étudier les discriminations.**

Disposer de bonnes données statistiques est indispensable pour connaître la situation des personnes d'origine étrangère et son évolution dans le temps, pour mesurer, génération après génération, la persistance de discriminations liées à leur origine, à leur couleur de peau, à leur religion présumée. Les enquêtes statistiques sont le bon instrument parce qu'elles collectent beaucoup d'informations, dont l'origine sociale, l'origine



géographique, les études faites, les professions exercées, les lieux d'habitation...

Les enquêtes spécialisées comme l'enquête Trajectoires et Origines de l'INSEE et l'INED (Institut national d'études démographiques) ont réussi à bien mesurer les inégalités liées aux discriminations liées aux migrations. Ce travail d'enquêtes se développe depuis une vingtaine d'années seulement et doit s'approfondir pour développer la connaissance solide déjà disponible. Fondamentalement, aujourd'hui, le principal problème n'est plus le manque de données statistiques, mais la faiblesse des politiques publiques, la pauvreté de moyens consacrés pour répondre aux effets des discriminations.

➔ **Parce que les plus concernés ne sont pas associés à la discussion sur les données à collecter.**

Les chiffres nationaux disent clairement l'ampleur des inégalités dues aux discriminations. Maintenant, lorsqu'on veut mettre en place des politiques concrètes de terrain,

les territoires qui avancent sont d'abord ceux où les élu.es, les administrations, les associations et syndicats, et bien évidemment les personnes concernées, discutent ensemble de quoi faire, comment le faire, puis suivent ensemble ce qui se met en place. Parmi les choses qui sont à discuter et à décider ensemble, il y a le choix des données de terrain dont on a besoin pour ces politiques de terrain. C'est sur quoi il faut dorénavant avancer.

Sans avoir eu besoin du recensement pour cela, de nombreuses enquêtes montrent l'effet des discriminations et leur persistance d'une génération à l'autre. Les chiffres sont là pour dire l'actualité du combat pour faire reculer les discriminations, pour mener des actions effectives.

Parce que les questions facultatives sur le pays ou le département de naissance de nos parents, introduites cette année dans le recensement, sont dangereuses et inutiles, il ne faut pas y répondre.



Les personnels de santé palestiniens doivent être dans les hôpitaux pour soigner et non emprisonnés ou dans les cimetières !



Dans la volonté d'anéantissement de Gaza par l'État israélien, celui-ci s'attaque aux structures de soins et aux travailleuses et travailleurs de la santé. Les attaques prétendues « chirurgicales » mettent à mal l'accès à la chirurgie et aux autres accès aux soins hospitaliers.

Une nouvelle fois fin décembre, des hôpitaux palestiniens ont été attaqués faisant de nombreuses victimes parmi le personnel et les patient-es.

En plusieurs jours, fin décembre 2024, trois hôpitaux palestiniens de la bande de Gaza ont été visés. Le démantèlement systématique du système de santé témoigne d'une volonté de l'acharnement vis-à-vis des Palestinien.nes et des hôpitaux qu'ils voudraient voir disparaître.

Accusant injustement le docteur et directeur de l'hôpital Kamal Adwan d'« opérateur terroriste du Hamas », l'armée israélienne l'a arrêté ainsi que d'autres soignant-es.

Cette situation est inadmissible, les hôpitaux doivent être respectés comme des sanctuaires de protections des malades et des blessé-es parmi lesquels la population civile, cible privilégiée dans les attaques.

Depuis le début du conflit, de nombreux acteurs et actrices n'ont de cesse que d'exiger le retour à la paix dans les territoires palestiniens. La CGT réitère sa demande auprès du nouveau gouvernement français : il doit prendre une position claire et forte en faveur de la paix et mettre fin à la livraison d'armes et de composants d'armes au gouvernement israélien. Il doit mettre fin à l'impunité dont bénéficie le gouvernement israélien de Netanyahu.

Réunie les 6 et 7 janvier 2025, l'Union fédérale des retraité-es CGT de la Santé et de l'Action sociale exige la libération immédiate du docteur Hussam ABU SAFIYA ainsi que de tous les personnels de santé palestiniens détenus arbitrairement, privant ainsi de soins les enfants, femmes et les hommes palestinien.nes qui s'affaiblissent de jour en jour.

Montreuil, le 9 janvier 2025

Communiqué de l'AFPS : <https://www.france-palestine.org/L-aneantissement-du-systeme-de-sante-a-Gaza-un-element-constitutif-du-genocide>

#freeDrHussamAbuSafiya

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Le procès du courage face à la culture des violences sexistes et sexuelles

Nous ne pouvons que saluer le courage de Gisèle Pelicot et de toutes les femmes victimes qui font face et dénoncent les violences sexistes et sexuelles qu'elles subissent. Elles font preuve d'un grand courage et nous devrions leur assurer, ainsi qu'à leurs filles ou petites filles, de vivre en toute sécurité et sérénité.

Au-delà de ces effroyables viols commis à Mazan, le procès est plus largement le procès de la culture des violences contre les femmes que nous n'avons cessé de dénoncer.

Il est temps que les pouvoirs publics prennent le problème à la hauteur des faits et s'engagent pour que la grande cause nationale se concrétise par des actions et, donc, des financements.

Cette culture des violences irrigue notre société et n'épargne pas le monde du travail. Ce sont des environnements de travail sexistes, des harcèlements sexuels, des agressions sexuelles, des viols... Ouvrez les yeux ! Les victimes doivent être protégées et l'impunité doit cesser.

En ce sens, l'organisation internationale du travail (OIT) s'est engagée et est parvenue à la convention n° 190 et sa recommandation n° 206, premier texte international contraignant visant à lutter contre le harcèlement et les violences au travail. **Le gouvernement français a décidé de signer cette convention mais à droit constant** c'est-à-dire sans aucune amélioration de la législation pour combattre les violences au travail. Encore une fois, il est nécessaire de dépasser l'affichage pour agir concrètement contre ces violences.

Les violeurs de Mazan, tout comme la plupart des mis en cause, n'ont pas conscience de la gravité des faits qu'ils ont commis et ce n'est pas étonnant dans une société où la culture des violences faites aux femmes est omniprésente et jamais empêchée.

Nous appelons de nos vœux à ce qu'**une loi intégrale** – prenant en compte tous les aspects de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles – aboutisse à des modifications législatives, réglementaires, budgétaires... pour qu'enfin, les pouvoirs publics apportent **une réponse globale** à ce problème massif.

En plus de cette condamnation, nous exigeons une condamnation politique qui se précise, se matérialise et se réalise par une **loi cadre intégrale contre les violences sexuelles, loi que nous revendiquons !**

Montreuil, le 19 décembre 2024

